



Note régionale sur le financement climatique : Afrique subsaharienne

Neil Bird et Charlene Watson, ODI,
et Liane Schalatek et Katharina Keil, HBS

Fondamentaux du financement
climatique **7**

DÉCEMBRE 2017

L'Afrique subsaharienne est la région la moins responsable en matière de changements climatiques, et la plus vulnérable quant à leurs effets. Une multitude d'acteurs travaille à l'octroi de financements climat pour la région, tant pour appuyer son développement bas en carbone que pour l'aider à s'adapter aux sévères impacts déjà ressentis. Le Fonds pour les Pays les Moins Avancés (FPMA) et le Fonds pour les Technologies Propres (FTP), administré par la Banque Mondiale, sont les deux principaux bailleurs cumulatifs dans la région, mais le nouveau Fonds vert pour le climat (GCF) a approuvé le plus grand nombre de nouveaux financements en 2017 (pour la deuxième année consécutive). Pour ces fonds, les données de la Mise à jour des fonds climat indiquent que 3,6 milliards US\$ ont été approuvés pour 506 projets et programmes dans toute l'Afrique subsaharienne depuis 2003.

Près de la moitié des financements en provenance de fonds climatiques multilatéraux ont été octroyés aux mesures d'adaptation. Les financements d'attribution publique continuent de jouer un rôle crucial, en particulier pour les mesures d'adaptation, afin de veiller à ce que les actions climatiques garantissent de multiples bienfaits adaptés à l'égalité des sexes pour les pays et les groupes de populations les plus vulnérables.

Les enjeux

Bien que l'Afrique subsaharienne¹ ne contribue qu'à hauteur de 4 % aux émissions annuelles de gaz à effet de serre à l'échelle planétaire, elle demeure la plus exposée aux effets dangereux des changements climatiques qui sont déjà, pour certains, une réalité. Plus particulièrement, le lien entre les changements climatiques, la production alimentaire, le prix des denrées et les conditions météorologiques extrêmes qui, réunis, menacent la sécurité alimentaire, est très préoccupant. En effet, les plus fortes projections d'augmentation de populations vivant dans la pauvreté en raison du changement climatique sont attendues en Afrique, principalement en raison de l'économie du continent fortement dépendante de l'agriculture (FAO, 2016).

Les volumes actuels de financements climat destinés à l'Afrique subsaharienne ne suffiront probablement pas à répondre à ses besoins connus en matière de financements de l'adaptation, estimés par l'UNEP à 50 milliards US\$ par an jusqu'en 2050 dans un scénario optimiste de réchauffement de deux degrés centigrade (PNUE, 2015). Le soutien apporté aux populations les plus démunies - et en conséquence, les plus vulnérables - de la région, reste limité. Les investissements sont fortement freinés par le coût de transaction élevé des petits projets qui sont

souvent les plus utiles dans les zones les plus pauvres. Les subventions publiques continueront de jouer un rôle crucial en permettant des bénéfices indirects des actions climatiques sur l'environnement, le développement, la société et l'égalité entre les sexes, et devant être réalisés dans la région en particulier pour les mesures visant l'adaptation.

Origine des financements

Le Tableau 1 et le graphique 1 présentent les fonds multilatéraux pour le climat suivis par la Mise à jour des fonds pour le climat dans la région. Le Fonds pour les pays les moins avancés (PMA), qui met en œuvre d'urgence des activités d'adaptation prioritaires pour les PMA dans le cadre des programmes d'action nationaux d'adaptation, surpasse de peu le Fonds pour les technologies propres (CTF). Il a maintenant approuvé 595 millions US\$ de subventions pour 141 projets. Entre-temps, le Fonds de technologie propre a approuvé un total de 580 millions US\$ pour huit grands projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique en Afrique du Sud, au Nigeria et au Kenya, soulignant ainsi une nette différence dans les attributions de fonds et les stratégies d'investissement. Le Fonds vert pour le climat (FVC) est rapidement devenu une source majeure de financement

Graphique 1 : Fonds destinés à l'Afrique subsaharienne (2003-2017)

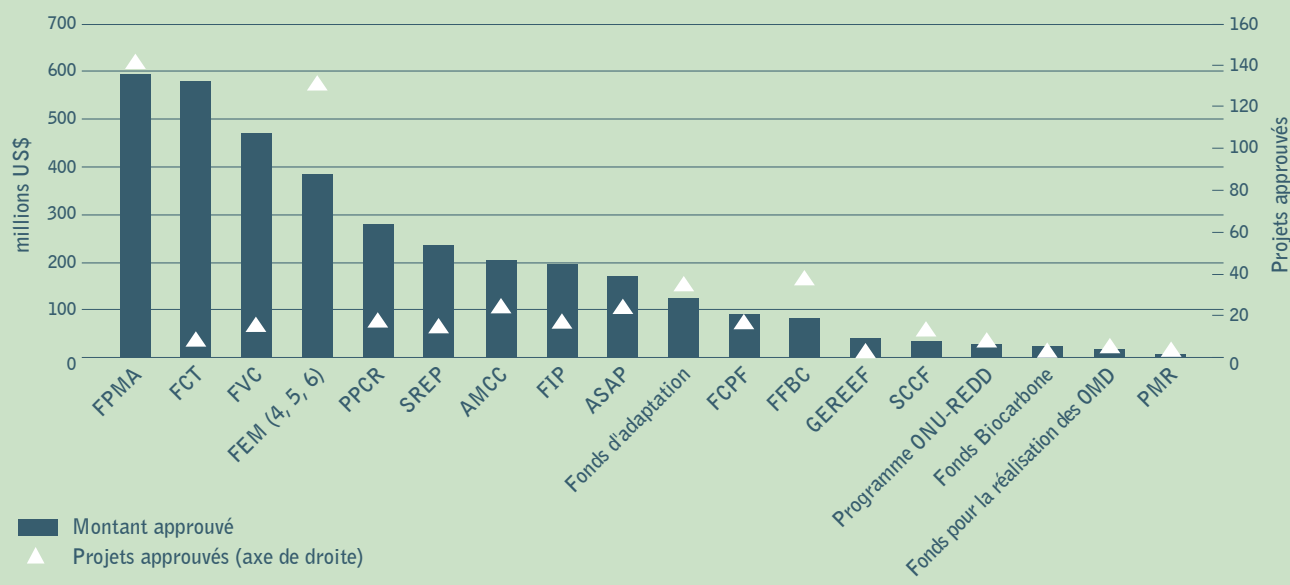
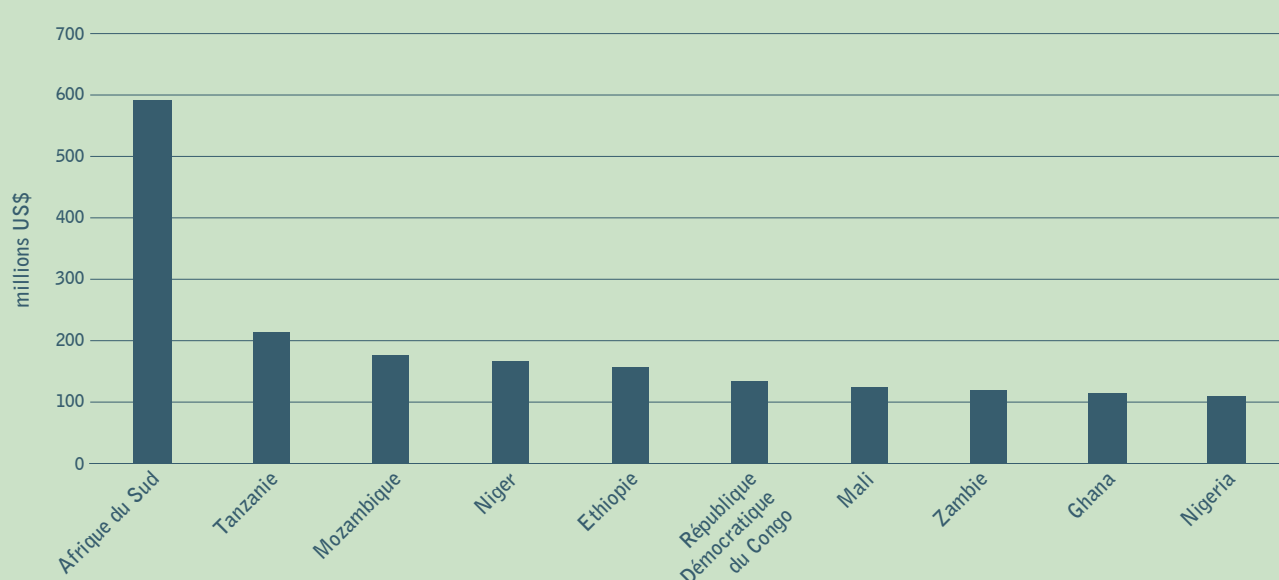


Tableau 1 : Fonds climat destinés à la région Afrique subsaharienne (2003-2017)

Fonds	Montant approuvé (en millions US\$)	Projets approuvés
Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA)	595.1	141
Fonds de technologie propre (FCT)	580.2	8
Fonds vert pour le climat (FVC)	470.0	15
Fonds pour l'environnement mondial (FEM 4, 5, 6)	384.3	131
Programme pilote de résilience climatique (PPCR)	280.6	17
Renforcement du programme d'énergie renouvelable (SREP)	236.8	14
Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC)	205.8	24
Programme d'investissement forestier (FIP)	195.6	16
Programme d'adaptation aux petites exploitations agricoles (ASAP)	170.0	23
Fonds d'adaptation	126.2	34
Facilité de partenariat pour le carbone forestier (FCPF)	91.2	16
Fonds forestier du bassin du Congo (FFBC)	83.1	37
Fonds spécial pour les changements climatiques (SCCF)	33.5	13
Programme ONU-REDD	29.2	7
Fonds Biocarbone	26.0	2
Fonds pour la réalisation des OMD	20.0	4
Partenariat pour la préparation au marché (PMR)	5.4	2

Graphique 2 : Les dix premiers pays bénéficiaires selon le montant approuvé (2003-17)



climatique pour l’Afrique subsaharienne depuis ses premières approbations de projets fin 2015, avec 470 millions US\$ approuvés à ce jour pour 15 projets.

Le financement climatique bilatéral est également destiné à l’Afrique subsaharienne. Ce financement climatique complète les flux de fonds multilatéraux pour le climat. Cela inclut les fonds climatiques bilatéraux de l’Allemagne, du Royaume-Uni et de la Norvège, qui sont actifs dans la région.² Les fonds bilatéraux, cependant, ne sont pas suivis par la Misa à jour des Fonds climat étant donné leur manque relatif d’informations détaillées transparentes sur les activités et les dépenses actuelles.

Destinataires des fonds

Une part importante du financement climatique pour l’Afrique subsaharienne a été affectée à l’Afrique du Sud, qui a reçu 17% des financements approuvés par les fonds multilatéraux pour le climat depuis 2003 (graphique 2). Une grande partie des fonds reçus par l’Afrique du Sud a soutenu le programme d’énergie renouvelable de CTF Eskom. Quarante-deux pays d’Afrique subsaharienne ont reçu des fonds, mais environ la moitié des fonds approuvés par la région sont allés aux dix premiers pays bénéficiaires. Cependant, les fonds climatiques atteignent également des États fragiles ou touchés par des conflits tels que le Libéria, le Tchad, le Burundi et la Somalie.

Type de projets financés

Le graphique 3 et le tableau 2 montrent que le pourcentage le plus élevé (et le nombre de projets) sont alloués aux activités, reflétant l’extrême vulnérabilité de nombreux pays sub-sahariens aux impacts du changement climatique.

Encadré 1: le financement climatique en Afrique subsaharienne dans les pays les moins développés

Les pays les moins avancés (PMA) sont quelques-uns des pays les plus vulnérables aux impacts du changement climatique. Un certain nombre des PMA d’Afrique subsaharienne sont également des États fragiles et touchés par des conflits ce qui rend les dépenses plus complexes et peuvent souvent nécessiter des solutions spécifiques au contexte. Les fonds multilatéraux sur le climat ont eu tendance à concentrer les financements dans les PMA au sein de la région d’Afrique subsaharienne. Depuis 2003, 31 PMA ont été soutenus avec presque 2,2 milliards US\$, ce qui représente 63% du financement global approuvé pour la région. Le Niger, la RDC, le Mali, l’Éthiopie, la Tanzanie, Madagascar, le Rwanda et la Zambie sont les principaux PMA bénéficiaires, chacun devrait recevoir plus de 100 millions US\$ pour des projets approuvés.

Le Fonds vert pour le climat (GCF) a pour objectif de consacrer 50% de financements approuvés sur des projets d’adaptation, dont la moitié de ce montant devrait aller aux PMA, PEID et États Africains, ce qui signifie que ce fonds est susceptible d’être une source de plus en plus importante de financement climatique aux pays Africains les moins développés. En 2017, les PMA d’Afrique : l’Éthiopie, le Sénégal et la Tanzanie ont obtenu le financement approuvé du Fonds vert pour le climat

L’année 2017 a été marquée par des développements positifs dans le financement climatique international en direction de la région subsaharienne. Le Fonds vert pour le climat a continué d’être la plus grande source de financement international pour le financement de la lutte contre le changement climatique dans la région, avec 176 millions US\$ approuvés pour trois nouveaux projets d’adaptation du FVC. Un soutien ciblé sur les PMA, y compris la plus importante subvention approuvée par le FVC à ce jour : le Programme de développement résilient au climat Simiyu de 120 millions US\$ qui vise à sauvegarder l’approvisionnement en eau et les conditions agricoles dans la région de Simiyu en Tanzanie.

Les fonds d’investissement climatiques (FCT) ont également connu un important développement de projets cette année, un nouvel investissement majeur du FCT ayant été approuvé au Nigeria pour soutenir un programme d’énergie solaire photovoltaïque, tandis que le programme de Renforcement d’énergie renouvelable a approuvé trois grands investissements d’atténuation au Libéria, au Rwanda et en Tanzanie. La conservation des forêts au Mozambique a également bénéficié des nouvelles approbations de projets dans le cadre du Programme d’investissement forestier.

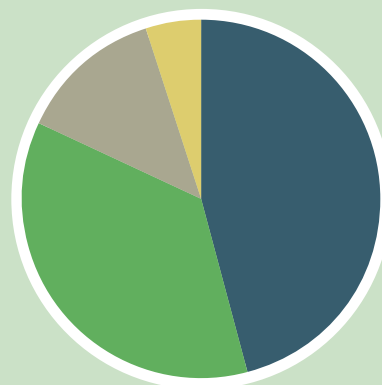
Dix nouveaux projets de financement de dons ont été approuvés par le Fonds pour l’environnement mondial, le Fonds pour l’adaptation continuant à soutenir le projet, cinq nouveaux projets ayant été approuvés et le Fonds pour les PMA.

Le financement climatique international commence donc à affluer dans la région, bien que le défi de la mise en œuvre de projets - avec un décaissement rapide des fonds - subsiste.

Tableau 2 : Financements approuvés par domaine (2003-2017)

Thème	Montant approuvé (millions US\$)	Nb de projets approuvés
Adaptation	1,637	256
Atténuation	1,288	129
REDD	455	81
Domaines multiples	193	40

Graphique 3 : Financements approuvés par domaine (2003-2017)



- Adaptation 46%
- Atténuation (général) 36%
- Atténuation REDD 13%
- Domaines multiples 5%

In addition to the series of 12 Climate Finance Fundamentals, these recent ODI and HBS publications may be of interest:

- **Six development finance proposals to expand climate investment.** Ilmi Granoff, Darius Nassiry, Neil Bird, Chris Humphrey, Paddy Carter, Alberto Lemma and Annalisa Prizzon describe six promising finance proposals to support greater ambition for low-carbon development. Available at: <http://bit.ly/2n4VLM8>
- **Budgeting for NDC action: initial lessons from four climate-vulnerable countries.** Neil Bird examines the evidence of resourcing NDC policies and actions in four sub-Saharan African countries; Ethiopia, Ghana, Kenya and Uganda. Available at: <http://bit.ly/2EtPkWC>
- **Resource Guide for NDC Finance.** James Rawlins with Matthew Halstead and Charlene Watson present a selection of resources on financing nationally determined contributions (NDCs). Available at: <http://bit.ly/2EbuPKU>
- **Financing our shared future: navigating the humanitarian, development and climate finance agendas.** Charlene Watson outlines what we know about the financing targets and needs, where there is agreement between the agendas on financing issues and where tensions may emerge. Available at: <http://bit.ly/2FTADcD>
- **Promoting Rights-Based Climate Finance for People and the Planet.** A joint discussion paper by hbs and the OHCHR's Right to Development Division outline how existing climate financing mechanisms, including the GCF as a case study, can strengthen their integration of human rights considerations. Available at: <http://bit.ly/2nQPsFq>
- **Financing Loss and Damage: A Look at Governance and Implementation Options.** Julie-Anne Richards and Liane Schalatek discuss categorizations of loss and damage approaches, financing options and whether existing climate funds could channel loss and damage financing. Available at: <http://bit.ly/2nT55wa>
- **Contracts for Sustainable Infrastructure.** In this joint publication by hbs and IISD, Martin Dietrich Brauch outlines how public private partnership (PPP) contracts need to be constructed to ensure the economic, social and environmental and climate co-benefits of infrastructure investments. Available at: <http://bit.ly/2nQNBjQ>

Contact us for more information at info@climatefundsupdate.org

Références et liens utiles

Site web de Mise à jour des Fonds climat: www.climatefundsupdate.org (données consultées en décembre 2017)

EACC (2010): 'The Economics of Adaptation to Climate Change' – Banque mondiale

FAO (2016) The state of food and agriculture. Rome: FAO.

UNEP (2015). Africa's Adaptation Gap 2: Bridging the Gap – Mobilising Sources. UNEP, Nairobi, Kenya.

Notes

1. Financing for five SSA countries (Cabo Verde, Comoros, Guinée-Bissau, Maurice et les Seychelles) is captured in CFF12 on Small Island Developing States
2. En 2014, la CFU a été en mesure de suivre les fonds climatiques bilatéraux, les flux bilatéraux vers l'Afrique subsaharienne s'établissant à 98 millions US\$ de l'Initiative climatique internationale allemande, 36 millions US\$ de l'Initiative climatique et forestière internationale de la Norvège et 169 millions US\$ du Fonds international de la Grande-Bretagne pour le climat.

Les Notes Fondamentaux du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur www.climatefundsupdate.org

Overseas Development Institute
203 Blackfriars Road | London | SE1 8NJ | UK
Tel: +44 (0)20 7922 0300

Heinrich Böll Stiftung North America
1432 K Street, NW | Suite 500 | Washington, DC | 20005 | USA
Tel: +1 202 462 7512